

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plérin

Plérin, le 19/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA CELTIQUE INDUSTRIELLE SAS

ZA

12 rue Brindejanc des Moulinais
BP 20140
22190 Plérin

Références : 2024.263 - Recommandé n° 1A 201 646 9397 9
Code AIOT : 0005500249

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement LA CELTIQUE INDUSTRIELLE SAS implanté 12 rue Brindejanc des Moulinais 22190 Plérin. L'inspection a été annoncée le 05/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle réalisé le 3 juillet 2023 dans l'entreprise « LA CELTIQUE INDUSTRIELLE », implantée sur la commune de Plérin, s'est déroulé dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées ayant pour thématique la gestion des composés organo-volatils dans les entreprises soumises à autorisation.

A cette occasion, un point a également été réalisé avec l'exploitant sur les actions mises en place suite à la précédente inspection de janvier 2023. L'impact de l'organisation du stockage de

matières combustibles dans la structure métallo-textile, positionnée dans la cour de l'établissement, a tout particulièrement été étudié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA CELTIQUE INDUSTRIELLE SAS
- 12 rue Brindejonc des Moulinais 22190 Plérin
- Code AIOT : 0005500249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CELTIQUE INDUSTRIELLE est spécialisée dans la conception et la fabrication de produits industriels de maintenance et de peintures. Le site de Plérin relève du régime de l'autorisation au titre ICPE et bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 08/04/1994.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au cours de la visite sur site, l'inspection a observé la présence des points suivants :

- les étiquettes positionnées sur les contenants utilisés pour stocker les déchets liquides ne sont pas toutes en accord avec les produits contenus ;
- des bouteilles de gaz sont stockées dans la cour de l'établissement et empêchent d'accéder aux extincteurs accrochés au mur situé à l'arrière de ce stockage.

Sur ces deux points, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser des actions correctives permettant de régler la situation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/07/2007, article R.511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Cessation d'activité	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 1.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
4	Stockages extérieurs	Arrêté Préfectoral du 08/04/1994, article 2.I.1 et 2.I.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande d'action corrective	3 mois
12	Rétention	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		08/04/1994, article 2 alinéa 9-9-3	prescription	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
7	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5, 18 et 19	Sans objet
9	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
11	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 3 juillet 2024 dans l'établissement "La CELTIQUE INDUSTRIELLE", située sur la commune de Plérin, a mis en évidence de nombreuses non-conformités, que ce soit en termes de gestion administrative (cessation d'activité), d'organisation des stockages de matières combustibles en différents endroits du site (augmentation du risque incendie et de l'impact sur les tiers), de mesure de la qualité des émissions gazeuses produites lors des activités de production de produits chimiques ou de peinture, ou encore d'adéquation des volumes de rétention sous les liquides susceptibles de générer une pollution.

Compte tenu de ces constats, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter les réglementations applicables sur ces différents sujets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats :

Le fonctionnement de la société « LA CELTIQUE INDUSTRIELLE », implantée sur la commune de Plérin, est encadré par l'arrêté préfectoral du 08/04/1994.

Les évolutions de la nomenclature des installations classées ainsi que l'application du règlement CLP (Classification, Labelling, Packaging) ont fait évoluer les rubriques ICPE concernées par les activités de l'entreprise.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le régime de l'autorisation pour la rubrique ICPE n° 2630 (fabrication de, ou à base de, détergents et savons) a été supprimé par le décret 2023-943 du 11 octobre 2023.

L'entreprise est désormais soumise à enregistrement sous cette rubrique et doit donc vérifier les prescriptions détaillées dans l'arrêté ministériel du 11/10/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un état faisant le point sur la conformité de ses installations vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/10/2023 applicables à une installation existante.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 1.7

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant en informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état, prévues ou réalisées.

Constats :

Historiquement, l'entreprise « LA CELTIQUE INDUSTRIELLE » disposait d'une cabine de peinture soumise à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique ICPE n° 2940.

Le 17/01/2023, l'exploitant a indiqué que cette cabine avait été démantelée depuis plusieurs années ce qui a justifié une demande de cessation d'activité de la part de l'inspection.

Le 03/07/2024, l'inspection a constaté l'absence de cabine de peinture dans l'entreprise.

En séance, l'exploitant a indiqué n'avoir fait aucune démarche depuis janvier 2023 pour informer le préfet de la cessation d'activité de cette installation classée.

L'inspection informe l'exploitant que la procédure de cessation d'activité d'une installation classée soumise à déclaration est notamment décrite aux articles R.512-75-1 et R. 512-66-1 du code de l'environnement.

En particulier, dans le cas d'une installation soumise à déclaration, il est attendu que l'exploitant

notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

La notification doit également présenter les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité des terrains concernés du site (évacuation des produits dangereux et gestion des déchets présents, interdiction ou limitation d'accès, suppression des risques d'incendie et d'explosion, surveillance des effets de l'installation sur son environnement) ainsi que le calendrier associé. Par ailleurs, dans la mesure où l'entreprise « LA CELTIQUE INDUSTRIELLE » est un site industriel globalement soumis à autorisation qui a poursuivi son activité après l'arrêt de la cabine de peinture, conformément à l'article R. 512-39 du code de l'environnement, l'exploitant peut demander au préfet le report de la réhabilitation de la totalité du site.

Cette démarche ayant déjà été demandée en janvier 2023, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité de la cabine de peinture, installation soumise à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique ICPE n° 2940.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]

Constats :

Ce point a fait l'objet d'un constat suite à l'inspection réalisée le 17/01/2023 : l'inspection rappelait à l'exploitant qu'il devait être en mesure de fournir un état des stocks des produits finis et matières premières présentes sur son site à un instant « t », indiquant, notamment la rubrique ICPE concernée par chacun des produits.

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis un inventaire réalisé le 31/12/2023, listant les différents produits susceptibles d'être concernés par un classement ICPE, présents sur son site.

Le 03/07/2023, l'exploitant a présenté le même document, actualisé.

L'inspection constate que, à cette date, l'exploitant est conforme à ce qui est autorisé par l'arrêté préfectoral du 08/04/1994.

Toutefois, l'inspection note également que les quantités de produits concernés par la rubrique ICPE n°4510 peuvent atteindre des valeurs proches du seuil de la déclaration (au 31/12/2023 : 19,434 tonnes pour un seuil fixé à 20 tonnes) sans que l'exploitant n'ait de dispositif permettant de l'alerter en cas de dépassement.

Par ailleurs, le 03/07/2024, l'inspection a constaté la présence de matières combustibles (bidons plastiques, papier, carton, palettes bois, ...), à la fois, dans le bâtiment principal, dans le bâtiment métallo-textile positionné dans la cour et au niveau de différents points de stockage de déchets. Le jour de l'inspection, l'exploitant ne dispose pas d'état concernant ces matières combustibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de compléter l'état des matières stockées sur le site « LA CELTIQUE INDUSTRIELLE » en indiquant les quantités de matières combustibles présentes dans les différentes zones de l'entreprise.

Il est également conseillé à l'exploitant de mettre en place un dispositif d'alerte lui permettant de vérifier à tout moment l'absence de dépassement d'une des rubriques ICPE, notamment sur la rubrique n° 4510.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/1994, article 2.I.1 et 2.I.2

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations

Prescription contrôlée :

Article 2.I.1 :

Les installations seront implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et notices joints à la demande d'autorisation. [...]

Article 2.I.2 :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet des Côtes d'Armor avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Par courrier du 06/06/2017, la société CELTIQUE INDUSTRIELLE a informé la Préfecture de la construction d'une structure de stockage modulaire et démontable en vue de rapatrier le stock d'un autre site fermé.

L'exploitant s'était alors engagé à réaliser les stockages de la manière suivante :

- 500 m² (25 x 20),
- stockage de palettes, papiers, cartons, emballages vides, absorbants, etc,
- stockages au sol ou en masse, organisés en 3 îlots,
- hauteur maximale de stockage : 1,5 m.

Lors du contrôle mené le 17/01/2023, l'inspection avait constaté que les conditions de stockages des matières combustibles positionnées dans la structure modulaire démontable ne respectaient pas les hypothèses retenues pour la modélisation des flux thermiques.

Il avait alors été demandé à l'exploitant de modifier l'organisation de son stockage ou de mettre à

jour la modélisation des flux thermiques en tenant compte des conditions réelles de stockage. En réponse, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de modélisation des flux thermiques, réalisé par la société SOCOTEC le 13/03/2023. Cette modélisation prend en compte les nouvelles conditions de stockage et démontre qu'un incendie démarrant sous la structure métallo-textile produirait des effets irréversibles (flux thermique de 5 kW/m²) sur le parking de l'entreprise voisine et sur les voies de circulation qui longent l'entreprise.

L'inspection constate que, en l'état, le stockage des matières positionnées sous la structure métallo-textile est une source de dangers pour les tiers qui n'est pas autorisée par l'arrêté préfectoral du 08/04/1994.

Par ailleurs, le 03/07/2024, l'inspection a également constaté que les produits inflammables utilisés par l'entreprise n'étaient plus stockés à l'intérieur du bâtiment principal, mais dans des conteneurs métalliques positionnés à l'extérieur. Cette modification de l'organisation de l'activité n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection.

De plus, l'inspection a également observé la présence de nombreux stockages de déchets combustibles à proximité du bâtiment principal et sur l'ensemble du terrain.

Dans la mesure où la problématique du stockage sous la structure métallo-textile a déjà été signalée à l'exploitant en janvier 2023, l'inspection demande à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions des articles 2.I.1 et 2.I.2 de l'arrêté préfectoral du 08/04/1994, notamment, en réorganisant les conditions de stockage des matières combustibles et inflammables de telle sorte qu'ils n'impactent pas les tiers, que ce soit directement ou par effet domino.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I

Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions

Prescription contrôlée :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Constats :

Le 03/07/2024, l'inspection a constaté la présence de deux points de rejets situés au niveau de la toiture du bâtiment principal, l'un rassemble les émissions canalisées au niveau de l'atelier chimie et l'autre au niveau de l'atelier peinture.

Lors de la visite des ateliers, l'inspection a également observé que :

- chaque cuve de production était équipée d'une bouche d'aspiration. Au niveau de l'atelier peinture, les cuves sont équipées d'un couvercle, plus ou moins étanche, sur lequel est positionné l'aspiration des émissions gazeuses. Au niveau de l'atelier chimie, l'aspiration des émissions gazeuses est assurée par un tuyau positionné sur le côté de la cuve dont le

diamètre est bien inférieur à celui du récipient.

- certains postes sont également équipés d'un dispositif d'aspiration (balance au niveau de l'atelier chimie et conditionnement au niveau de l'atelier peinture). Là-aussi, le diamètre du tuyau d'aspiration est inférieur à la surface de manipulation des produits.

Vu les éléments observés, l'inspection s'interroge sur la capacité des dispositifs d'aspiration, mis en place au niveau de l'atelier, à canaliser la totalité des émissions gazeuses produites au cours de la fabrication de produits, notamment solvantés.

Par ailleurs, l'inspection constate que la zone de stockage des produits contenant de l'acide fluorhydrique n'est pas équipée d'une aspiration spécifique alors que ceci est prévu à l'article 2.6.4 de l'arrêté préfectoral du 08/04/1994.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de démontrer l'efficacité des dispositifs d'aspiration actuellement en place au niveau de l'atelier chimie.

A défaut, il est demandé à l'exploitant d'étudier la possibilité d'installer des dispositifs plus performants, permettant d'améliorer la canalisation des émissions gazeuses sur la totalité des surfaces susceptibles d'être utilisées lors de la mise en œuvre de produits solvantés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I

Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses

Prescription contrôlée :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, ...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Constats :

Pour certaines préparations, l'entreprise « LA CELTIQUE INDUSTRIELLE » commercialise des silices qui sont conditionnées dans des sacs et stockées dans la structure métallo-textile.

L'inspection constate que les conditions de stockage et de mise en œuvre sur le site permettent de réduire les envols de poussières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5, 18 et 19
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien
Prescription contrôlée : Article 5 : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, [...]. Article 18 : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Article 19 : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
Constats : L'entreprise « LA CELTIQUE INDUSTRIELLE » n'est pas équipée de dispositif de traitement des fumées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne

des organismes d'accréditation.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection réalisée le 17/01/2023, il avait été constaté que l'exploitant n'avait jamais analysé la qualité de ses rejets atmosphériques canalisés. L'inspection avait alors demandé à l'exploitant de réaliser une campagne d'analyses en sortie des deux rejets canalisés (atelier chimie et atelier peinture), lors de la formulation de produits finis représentatifs de sa production.</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport rédigé par SOCOTEC le 14/04/2023 suite à la campagne de mesure des polluants présents dans les rejets atmosphériques de l'entreprise. Les mesures de concentration en polluants présents dans les émissions atmosphériques canalisées ont été réalisées par le pôle Environnement Nord-Ouest de SOCOTEC, Agence Environnement Loire Bretagne Mesure, qui, d'après l'arrêté du 13/06/2024, est accrédité jusqu'au 31/12/2025 sur les paramètres ayant été suivis (COVT in situ, O2, vitesse, débit, teneur en vapeur d'eau).</p> <p>Toutefois, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas réalisé de mesure en 2024 et ne respecte donc pas la périodicité annuelle réglementaire. Compte tenu de ce constat, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser l'analyse annuelle de ses émissions atmosphériques dans les conditions précisées dans la fiche de constat n° 10 de ce rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance des rejets - programme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport rédigé par SOCOTEC le 14/04/2023 suite à la réalisation de la campagne de mesure des polluants présents dans les rejets atmosphériques de l'entreprise. L'inspection note que les COVT (composés organiques volatils totaux) ont été mesurés suivant la norme NF EN 14789, comme préconisé par l'avis du 11/04/2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les ICPE.</p>

Toutefois, les conditions de mesure ont été telles que les résultats obtenus pour chacun des essais n'ont pas pu être donnés sous accréditation (teneur en eau excessive et gamme de mesure sortant du domaine d'application de la norme - p 3).
SOCOTEC a vérifié que les écarts à la norme ne remettent pas en cause la déclaration de conformité des résultats.

L'inspection constate que la prescription contrôlée est vérifiée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des rejets - justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Afin de juger s'il y a eu dépassement, il est nécessaire de se reporter à la fois à l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 11/10/2023 applicable aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique ICPE n° 2630 et à l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral du 08/04/1994.

Article 6.7 de l'arrêté ministériel du 11/10/2023 applicable aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique ICPE n° 2630 :

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire.

[...]

Composés organiques volatils (COV)

a) Cas général

Si le flux horaire total est supérieur à 2 kg/h, alors le rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane (COVNM) doit être inférieur ou égale à 110 mg/m³ (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés) [...]

c) Cas des COV visés à l'annexe III à l'arrêté du 2 février 1998 susvisé ou à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les composés halogénés à mentions de danger H341 ou H351

Cas des composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de dangers H341 ou H351 Si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h, alors le rejet total de ces composés organiques volatils doit être inférieur ou égale à 2 mg/m³ (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés) [...]

Article 6.4 de l'arrêté préfectoral du 08/04/1994 :

[...]

Les effluents gazeux rejetés doivent respecter les valeurs limites suivantes :

[...]

- 5 mg/m³ pour les composés contenant du fluor, exprimé en HF.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection réalisée le 17/01/2023, l'exploitant a indiqué :

- qu'il utilisait 2 produits visés en annexe III (le formaldéhyde et le chlorure de méthylène) ;
- qu'il n'utilisait aucune substance avec mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F
- qu'il utilisait 1 substance halogénée de mentions de danger H341 ou H351 (chlorure de méthylène) ;

Par ailleurs, en étudiant les mentions de dangers associées aux produits finis fabriqués par l'entreprise, **l'inspection constate que la peinture « Celti40 », produite à hauteur de 2553 kg en 2023, porte également la mention de dangers H 351 (susceptible de provoquer le cancer).**

En 2023, l'exploitant a également indiqué que :

- les quantités de formaldéhyde mises en jeu étaient faibles : 3 fabrications par an nécessitant l'introduction de 150 g de formaldéhyde par fabrication et présence d'un stockage d'environ 30 kg de ce produit ;
- le chlorure de méthylène n'était pas utilisé en production mais était simplement transvasé d'un contenant à l'autre.

La campagne de mesure des polluants atmosphériques, réalisée par SOCOTEC en mars 2023, a permis de mesurer les paramètres suivants :

- humidité,
- vitesse du flux rejeté dans les émissaires,
- COVT,
- COVNM,
- CH4.

L'inspection constate que l'exploitant n'a fait aucune mesure lors de la manipulation ou production de produits caractérisés par la mention de dangers H 351 (peinture « Celti40 ») ou contenant du fluor.

Le rapport SOCOTEC ne contient aucune information permettant de caractériser les productions qui étaient en cours de fabrication au moment des prélèvements.

Pour chaque point canalisé, le bureau de contrôle a réalisé trois échantillons successifs sur une période d'environ 30 minutes chacun. Les résultats obtenus pour chaque échantillon, ainsi que leur moyenne, sont présentés dans le rapport d'analyse.

Le 03/07/2024, l'exploitant a indiqué que ses fabrications se déroulaient par batch et que les analyses réalisées en 2023 étaient représentatives de la production en cours.

L'inspection informe l'exploitant que, dans le cadre d'une production par batch, l'analyse des rejets atmosphériques doit être réalisée sur la totalité du cycle de production et non sur une durée de 3 fois 30 minutes.

Si on se base sur le résultat moyen obtenu à partir des trois essais consécutifs pour caractériser les rejets de fabrication, le rapport SOCOTEC du 14/03/2023 donne les résultats suivants :

- formulation peinture : concentration en COVNM égale à 796 mg/Nm3 pour un flux horaire égal à 1,668 kg/h ;
- formulation Chimie : concentration en COVNM égale à 56,65 mg/Nm3 pour un flux horaire égal à 0,937 kg/h.

Concernant les mesures réalisées au niveau de l'atelier Chimie, vu le dispositif de captation en place (voir fiche de constat n° 5), l'inspection s'interroge sur la représentativité des valeurs présentées.

Les flux horaires étant inférieurs à 2 kg/h, les rejets en COVNM sont considérés comme conformes au point a du tableau de l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 11/10/2023.

Toutefois, l'inspection ne peut se prononcer sur la conformité des effluents rejetés vis-à-vis du point c du tableau de l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 11/10/2023 et vis-à-vis de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral du 08/04/1994.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser annuellement des mesures d'émissions atmosphériques en veillant à ce que les préparations suivies permettent de mesurer les COVNM (pour les préparations utilisant des solvants « classiques ») et les COV concernés au point c du tableau présenté à l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 11/10/2023 (cas du produit Celti40, ...).

Concernant les émissions de HF, la périodicité annuelle concernant les mesures de ce paramètre n'est pas exigée par l'arrêté préfectoral du 08/04/1994. L'inspection demande donc à l'exploitant de réaliser en 2024 une analyse de la qualité des rejets lors de l'utilisation de l'acide fluorhydrique. Suivant le résultat obtenu, l'exploitant pourra être amené à renouveler la mesure afin de vérifier sa conformité vis-à-vis de ce paramètre au cours du temps.

Pour chacune des analyses réalisées, l'exploitant veillera à ce que le prélèvement soit réalisé sur la totalité d'un cycle de production, représentatif du fonctionnement par batch.

Il demandera également à son prestataire d'indiquer dans le rapport d'analyse les conditions de production correspondantes à chacun des prélèvements.

Les résultats des mesures réalisées en 2024 seront transmis, dès réception, à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

<p>Constats :</p> <p>Ce point a fait l'objet d'un constat suite à l'inspection menée le 17/01/2023 : il était demandé à l'exploitant de transmettre tous les ans à l'inspection son plan de gestion des solvants.</p> <p>Le 05/02/2024, l'exploitant a transmis le bilan COV pour 2023.</p> <p>Ce document permet de connaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de solvants ayant été achetés en 2023 pour réaliser les activités de l'entreprise ; - la quantité de solvants ayant été incorporés en 2023 dans les produits finis (peinture et chimie) ; - la quantité de solvants ayant été éliminés par l'intermédiaire des déchets ; - une estimation des émissions. <p>Ce document contenant des erreurs, le 03/07/2024, l'inspection a demandé à l'exploitant de vérifier ses formules de calcul.</p> <p>Le 04/07/2024, l'exploitant a transmis un PGS actualisé.</p> <p>Suite à la transmission de ce document, l'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/1994, article 2 alinéa 9-9-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 l ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 l. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point a fait l'objet d'un constat suite à l'inspection menée le 17/01/2023 : il avait été constaté la présence de fûts d'eau solvantée en extérieur, posés directement sur une surface non étanche, dans l'attente d'un enlèvement Chimirec.</p> <p>L'exploitant avait informé l'inspection de la mise en place d'un bac souple permettant de faire rétention sous les fûts concernés.</p> <p>Le 03/07/2024, l'inspection a constaté la présence de ce bac de rétention, qui est alors utilisé pour stocker 14 GRV remplis d'eaux usées, issues du lavage des cuves de formulation de peinture.</p> <p>Toutefois, compte tenu du volume d'eaux usées contenu dans les GRV (environ 14 m³) et du</p>

volume visiblement disponible dans la rétention, l'inspection constate que la prescription contrôlée n'est pas vérifiée.

De plus, l'inspection a encore constaté la présence d'au moins un GRV contenant des eaux souillées positionné hors rétention.

Dans la mesure où cette non-conformité a déjà été signalée à l'exploitant en 2023, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription de l'article 2, alinéa 9-9-3 de l'arrêté préfectoral du 08/04/1994 en vérifiant que l'ensemble des rétentions présentes sur son site permettent de stocker *a minima* 50 % du volume stocké à leur niveau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois